

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La « manif pour tous » : le retour !

- Social -

Date de mise en ligne : mardi 7 octobre 2014

Démocratie & Socialisme

La manifestation, dite « pour tous » mobilisait, dimanche 5 octobre, dans les rues de Paris et de Bordeaux. Le plus pittoresque des participants était sans doute le député UMP Henri Guaino qui déclarait à propos de la GPA et la PMA pour les couples homosexuels : « *Qu'ils aillent dans des pays où les lois leur conviennent* » [1]. Henri Guaino était contre la loi instaurant le « mariage pour tous » : pourquoi ne va-t-il pas voir ailleurs ?

Mais cette manifestation, même si elle réunissait moins de participants que la précédente, n'était pas seulement pittoresque. La droite, l'Église catholique et l'extrême-droite brandissent aujourd'hui la PMA (procréation médicalement assistée) et la GPA (gestation pour autrui) comme des épouvantails et veulent interdire tout débat sur ces sujets qui, pour elles, sentent le souffre. Le gouvernement de gauche face à cette diabolisation, temporise et recule.

Effrayé par le retour de la « Manif pour tous » le dimanche 5 octobre, Manuel Valls faisait don de sa personne à la France réactionnaire, en affirmant dans un entretien accordé au journal « *La Croix* », le 3 octobre, que « *la GPA restera interdite en France* » et que l'autorisation de reconnaître la naissance d'un enfant né d'une mère porteuse dans un pays qui autorise la GPA ne serait pas automatique. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avait, pourtant, condamné la France en juin dernier pour « *négarion de la filiation entre des enfants nés d'une GPA à l'étranger et son père biologique* ». Pour la CEDH, nier la filiation porte atteinte « *à l'identité* » d'enfants placés « *dans une situation d'incertitude juridique* ».

Il est extrêmement rare de voir Manuel Valls s'opposer à une décision de l'Union européenne. Il est dommage qu'il fasse preuve d'un tel courage politique uniquement lorsqu'il s'agit de donner des gages aux réactionnaires de la « Manif pour tous ».

Quant à la PMA pour les couples de femmes, Valls botte en touche, exactement comme l'avait fait Jean-Marc Ayrault en 2013, en se retranchant derrière l'avis du Comité consultatif d'éthique. Un Comité qui ne paraît guère pressé et qui, en 2005, s'était prononcé contre la PMA pour les femmes homosexuelles [2].

À droite : la grande amnésie

Les parlementaires de gauche, les militants, les « intellectuels de gauche » ont toujours été partagés sur la GPA. Ils mettent aujourd'hui ce débat en sourdine.

Élisabeth Roudinesco, Élisabeth Badinter se sont prononcées pour la légalisation de la GPA. Françoise Héritier, Sylviane Agancinski sont contre cette légalisation. Benoît Hamon, Élisabeth Guigou, Lionel Jospin, Michel Rocard sont contre la légalisation de la GPA. En 2010, une proposition de loi sénatoriale « *tendant à autoriser et à encadrer la gestation pour autrui* » avait été cosignée par plusieurs élus socialistes [3] : Michèle André, Jean-Pierre Bel (futur président du Sénat), François Rebsamen, Robert Badinter... Toujours en 2010, plusieurs dizaines d'intellectuels, élus et dirigeants socialistes écrivaient « *Sans encadrement, la société peut dériver vers une instrumentalisation des femmes (...) Nous proposons de fixer le cadre qui permettra aux femmes de porter un enfant pour d'autres parents sans voir leurs droits menacés* ». Trois futurs ministres de François Hollande, Aurélie Filipetti, Najat Vallaud-Belkacem et Alain Vidalies avaient signé ce texte.

Mais à droite, c'est la panique et le choix d'oublier tout ce qui avait été dit et qui ne flatte pas la « manif pour tous » dans le sens du poil.

En avril 2009, l'UMP avait une attitude très différente au sujet de la GPA. Nadine Morano, UMP, Ministre de la famille de Nicolas Sarkozy, allait jusqu'à affirmer que si sa fille était stérile, elle serait prête à porter son enfant [4]. La droite n'en a plus le moindre souvenir.

En 2010, plusieurs sénateurs de droite, dont Alain Milon (UMP), Fabienne Keller (UMP) et Sylvie Goy-Chavent (Parti Radical) avaient signé une proposition de loi « *autorisant et encadrant la Gestation pour autrui* » [5]. Une chape de plomb s'est abattue sur la mémoire d'une proposition aussi diabolique.

Les engagements de François Hollande

Le vote de la loi du 23 avril 2013 ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels est un grand pas en avant vers l'égalité. Mais pourquoi refuser la PMA aux couples de femmes homosexuelles ?

La PMA ne figure pas dans les « 60 engagements » de François Hollande. Cependant, lors du Meeting pour l'Egalité du 31 mars 2012 [6], Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole de François Hollande, avait affirmé que ce dernier était favorable à la PMA et que le futur chef de l'Etat s'engageait à « *ouvrir l'assistance médicale à la procréation (...) avec un donneur anonyme à tous les couples sans discrimination...* ».

Dans un entretien accordé au magazine Têtu [7], à une semaine du second tour de l'élection présidentielle, François Hollande avait confirmé qu'il était favorable à l'ouverture de la PMA aux couples de lesbiennes « *Oui, je l'ai dit. Aux conditions d'âge, bien sûr. Je suis très précis là-dessus. Il faut que ce soit un projet parental* ».

Réformes sociétales et réformes sociales

Déjà, en 2013, la « Manif pour tous » profitait du désarroi semé par la politique antisociale du gouvernement pour mobiliser. Aujourd'hui, les 41 milliards d'euros de cadeaux fiscaux faits au patronat, la réduction des dépenses publiques, les coupes claires dans les dépenses de la Sécurité sociale ne font que renforcer ce désarroi.

Toutes les mesures que le Gouvernement de Manuel Valls veut prendre contre les droits sociaux liés à la famille sont un véritable « pain béni » pour les organisateurs de la « Manif pour tous » : la baisse de 2/3 de la prime à la naissance pour le deuxième enfant qui frappe indistinctement toutes les familles, le report à 16 ans de l'âge de la majoration des allocations familiales, la diminution par deux du congé parental sans augmentation de la rémunération et sans développement des moyens de garde entre 18 mois et 3 ans, alors que les salaires des femmes restent inférieurs à 25 % à ceux des hommes. Avec un tel projet, le gouvernement offre sur un plateau la possibilité, pour les organisateurs de la « manif pour tous » de se poser en « défenseurs d'une famille attaquée de toutes parts ».

Les engagements de François Hollande sur la PMA doivent être tenus. Cet objectif pourra difficilement être atteint si le gouvernement de François Hollande ne change pas radicalement de politique sociale. Celle qu'il mène aujourd'hui, en cédant aux pressions du Medef et aux exigences de la Commission européenne, permet à la droite et à l'extrême-droite de prendre appui sur le mécontentement social et d'instrumentaliser la PMA. C'est une motivation supplémentaire pour que le gouvernement de Manuel Valls laisse la place et qu'un gouvernement appuyé sur la majorité rose, rouge, verte de l'Assemblée nationale puisse, enfin, tenir les engagements pris en 2012.

- [1] « *La Manif pour tous défile « contre ce que propose Hollande »* - Le Figaro - 05/10/2014
- [2] Avis n°90 de Comité consultatif national d'éthique (CCNE) « *Accès aux origines, anonymat et secret de la filiation* » 24 /11/2005. Page 26.
- [3] « *Proposition de loi tendant à autoriser et à encadrer la gestation pour autrui* » Sénat, 27 janvier 2010. N° 233.
- [4] « *Mères porteuses : la polémique* » - Le Parisien - 28/06/2008.
- [5] « *Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui* » Sénat, 27 janvier 2010. N° 234.
- [6] Le Meeting pour l'Egalité était organisé, le 31 mars 2012 par la Fédération LGTB (Fédération lesbiennes, Gays, Bi et Trans de France), la coordination Inter-pride France et l'inter-LGBTB.
- [7] « *François Hollande à Têtu : Les libertés, elles s'arrachent toujours* » - Par Rédaction de Têtu - 29 avril 2012.